

\\ 149 \\

**L'agriculture et la politique agricole  
italienne face aux recents scenarios**

di

Paola Bertolini

Giugno 1996

Università degli Studi di Modena  
Dipartimento di Economia Politica  
Viale Berengario, 51  
41100 Modena (Italia)  
e - mail: bertolini@unimo.it



# L'AGRICULTURE ET LA POLITIQUE AGRICOLE ITALIENNE FACE AUX RÉCENTS SCENARIOS

Paola BERTOLINI

## *L'agriculture italienne face au nouveau scénario international*

Au cours des dix dernières années, le contexte général de l'agriculture italienne a considérablement évolué, tant au niveau de l'organisation de la production que des politiques de subvention, point de référence des dynamiques du secteur agricole.

La contrainte extérieure a joué un rôle déterminant dans cette évolution. L'internationalisation des marchés a imposé une confrontation de plus en plus tendue entre les différents pays acteurs. De plus, comme l'ont montré les récents accords du GATT, dont la négociation a été particulièrement difficile, la réglementation des échanges internationaux évolue vers un démantèlement progressif de la discipline protectionniste, à la base des systèmes nationaux de subvention et des échanges agricoles développés depuis 1945.

Tous ces changements ont stimulé d'importantes modifications pour l'Union Européenne (UE) dont les instruments traditionnels d'intervention et de soutien pour l'agriculture, et en particulier celui de la politique des prix, ont fait l'objet d'une révision critique. Les modifications du contexte international ajoutées aux discussions sur les limites et les contradictions de la politique des prix, ont fortement encouragé une révision radicale du système d'intervention. Les lignes générales de la réforme s'attaquent aux deux types fondamentaux d'intervention de l'Union, c'est-à-dire sur les marchés et les structures. Avec la réforme Mc Sharry, adoptée en 1992, et aujourd'hui en fin de première période d'application, l'UE a cherché à aligner, même progressivement, les prix de soutien aux prix de marché en séparant de cette façon soutien des prix — qui avait constitué l'axe de la politique communautaire précédente — et soutien des revenus. Les modifications de la réforme introduisent ainsi le principe du *découplage* demandé par de nombreux observateurs, les États-Unis notamment. Ce principe réaffirme la nécessité de séparer les aides au soutien des revenus et l'action sur les marchés. La réforme des fonds structurels constitue le second volet d'action de cette révision. Elle doit permettre de donner un nouvel élan à l'action structurelle de l'Union, auparavant effectivement très limitée. De plus, cette dernière réforme redéfinit le rôle de l'agriculture dans l'espace rural, en adoptant une vision intersectorielle et globale pour l'action à conduire. Comme dans les précédents Programmes Intégrés Méditerranéens (PIM), l'action pour

l'agriculture doit être coordonnée avec les politiques générales de soutien au territoire, dans le cadre de plans de développement bien définis ; l'agriculture étant considérée comme l'une des composantes de l'activité globale destinée au soutien des territoires ruraux. La réforme met l'accent sur l'idée de territoire dans sa complexité et sa multiplicité de fonctions, même si le secteur primaire détient encore un rôle capital dans la promotion du développement de territoires ruraux. Cette optique n'est pas nouvelle pour la PAC mais la réforme des fonds structurels et l'augmentation des sources financières destinées à cette action la rendent réalisable. La réforme modifie la perception des fonctions stratégiques du secteur agricole qui sont à la base des motivations de la politique agricole de soutien. Elle met ainsi au second plan le rôle stratégique joué par la production alimentaire : arme alimentaire, contrôle de l'inflation, effets sur la balance des paiements, stabilisation du marché du travail. Ces problématiques étaient jusque-là l'élément le plus important pour la construction des politiques de subvention à l'agriculture. A présent, des intérêts comme la défense de l'environnement et la santé des consommateurs deviennent de plus en plus au centre des débats sur les stratégies d'intervention.

Les modifications du cadre communautaire et international ont sur l'agriculture italienne des effets d'une importance remarquable pour des raisons structurelles et à cause de l'orientation de la production. En effet l'interaction avec les marchés extérieurs étant très forte, l'Italie nourrit un flux d'importations et d'exportations significatif. Ces échanges agricoles sont caractérisés par une forte dépendance alimentaire globale, principalement due aux produits de l'élevage (viande et lait). L'exportation spécialisée de produits méditerranéens (vins, fruits et légumes, pâtes) constitue l'autre face du commerce agricole italien. La participation à l'Union Européenne s'est traduite par une réelle intégration des politiques nationales de soutien, puisque la norme communautaire est devenue la référence principale de l'action nationale de subvention dans le secteur primaire.

L'intégration croissante, dans ses formes et ses mécanismes, des agricultures européennes, entre elles et avec les marchés extérieurs, n'a pas été sans conséquence sur l'agriculture italienne qui connaît par ailleurs de fortes mutations intérieures : augmentation de la taille des entreprises et leur modernisation, renforcement d'une gestion familiale bien intégrée aux marchés des capitaux et du travail, plus grande complexité du système productif aboutissant à la consommation alimentaire finale et augmentation des phases en aval du secteur agricole (industrie de transformation et distribution finale). Très souvent les transformations européennes, ou plus généralement internationales, ont accéléré les changements internes et ont accru leurs effets. Elles ont augmenté la complexité du système de référence de l'agriculture italienne en imposant une réorganisation à différents niveaux (organismes de représentation, associations, coopératives, etc.) ; cependant, nous y reviendrons, la capacité de réponse de l'agriculture italienne qui n'a pas toujours été suffisamment efficace, constitue un frein à l'évolution de l'agriculture d'un pays qui, d'un côté, est industrialisé et moderne, et de l'autre, conserve de nombreuses faiblesses structurelles.

## I - LES EFFETS DE LA POLITIQUE COMMUNE EN ITALIE AVANT LA RÉFORME DES ANNEES 90

La révision de la PAC, en 1992, fut accueillie favorablement en Italie. Elle devait pouvoir modifier les déséquilibres apportés par la politique des prix, qui avait, notamment, creusé les différences entre les structures productives, les secteurs de production et les régions de la CEE. En particulier, on considérait comme très positive une réorientation qui aurait donné une plus grande place à la politique structurelle et qui aurait réduit l'action des prix : de ce point de vue donc, la réforme de la PAC, a constitué un élément décisif de réorientation et de correction du système d'intervention car elle semblait accorder une plus grande importance aux besoins spécifiques des agricultures du Sud.

En Italie, les effets des réformes successives de la PAC s'ordonnent en deux périodes, avec une troisième marquée par la réforme Mc Sharry. Durant la longue période de la fin des années 1970 jusque vers 1985, il fut surtout question des distorsions inhérentes à l'action de la politique des prix, mais dont les effets demeurèrent en réalité limités. C'est alors que furent introduites les premières actions de révision de la PAC, par l'adoption de mesures de limitation de la garantie des prix, afin de contenir certaines dépenses communautaires (taxes de co-responsabilité, stabilisateurs de bilan, quotas). Nous ne nous arrêterons pas à l'examen des effets induits, à cette époque, qui font partie du passé lointain de la PAC, et ne tiendrons compte que des plus récentes modifications. Nous rappellerons seulement qu'en général en Europe et en Italie les effets ont été plutôt contenus. En Italie, en particulier, le long retard dans l'application du régime des quotas laitiers a contribué à ralentir les effets restrictifs qui ont caractérisé cette phase. De façon générale, on peut dire que les mesures adoptées n'ont pas amené un réel changement d'orientation de l'action de la PAC : les rapports de force existant entre les pays et les secteurs dans la division des bénéfices de la PAC n'ont pas réellement été modifiés, même si cette longue période de discussion a certainement contribué à modifier le climat général du cadre d'action des agriculteurs. En Italie elle a notamment favorisé un climat d'incertitude, en amenant les entreprises les plus faibles à abandonner leurs activités.

La deuxième période est plus limitée, de 1985 au début des années 1990. Elle a été marquée par d'importants changements avec l'introduction de mesures plus énergiques de limitation de la production : c'est le cas, par exemple, de l'adoption du *gel des terres*. L'Italie avait su apporter une réponse large et rapide à ces mesures dans le domaine des activités de désinvestissement plus que dans celui des activités de réorientation de la production. Si l'on examine les données concernant le gel des terres, pour la période 1988-92 (tableau 1), l'Italie a été le pays qui a le mieux répondu à ce régime d'aide, avec la mise au repos d'un peu moins de 800 000 ha de terrains propres à être ensemencés (tableau 1). La distribution de l'intervention au niveau territorial fut aussi significative : ce sont les zones défavorisées qui ont le mieux répondu aux aides, en particulier le Mezzogiorno (deux tiers des terrains retirés). Il est intéressant de souligner que les programmes avaient prévu le

repos permanent des terrains, mais que leur destination forestière n'avait pas été prise en compte : la destination improductive montrait que les objectifs de défense de l'environnement et de reconversion de la production n'avaient pas une importance significative. La même tendance au désinvestissement avait caractérisé, en Italie, l'application des aides. Elles voulaient limiter la production (extensification), et s'orientaient, surtout, vers la réduction des quantités plus que vers l'adoption de techniques de réorientation qualitative de la production. Les modifications introduites par cette réforme, à ses débuts, n'avaient pas stimulé une réorientation de la production italienne, mais plutôt une activité de désinvestissement d'autant plus préoccupante que le pays était largement déficitaire, et qu'il était nécessaire de résoudre des problèmes croissants de pollution et de contrôle de l'environnement, particulièrement dans les zones les plus productives. Comme nous l'avons observé auparavant, l'Italie avait rencontré de grandes difficultés dans l'application d'une part importante des mesures de limitation de la production telles que les quotas laitiers. Aujourd'hui encore, ces contraintes se situent au cœur du débat politique intérieur et des relations de l'Italie avec l'UE. Le fait que l'économie laitière nationale soit largement déficitaire et dominée par la production paysanne de petite et moyenne dimensions, préfigure une situation difficile tant pour la gestion administrative de l'intervention (en particulier pour ce qui concerne le marché des quotas), que pour les rigidités introduites pour l'élargissement des élevages et des usines de transformation.

Les évaluations développées jusqu'ici concernent l'aspect le plus important de la PAC, à savoir l'intervention sur les marchés et les prix. Il faut aussi rappeler qu'en contrepartie, l'action structurelle n'a jamais eu une large place dans la PAC, étant donné les limitations financières : la section "garantie" du FEOGA (Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole) a toujours absorbé la plupart des ressources financières et la section "orientation" a été notablement limitée à l'intérieur de l'action globale de la PAC. Les requêtes destinées à augmenter l'action structurelle en Italie avaient pour objectif d'améliorer l'organisation des entreprises et la limitation des distorsions dues aux différences de ressources naturelles (pour les régions de montagne), ou à l'environnement économique (pour le Mezzogiorno). Il faut rappeler qu'à partir de 1985, l'action structurelle communautaire a connu des modifications considérables : en premier lieu, la Commission européenne tenta de lier les limitations introduites au niveau des prix et la section "garantie", par des indications de priorité d'intervention vers les produits non excédentaires et par l'adoption d'un régime de limitation des facteurs productifs (jachère, gel des terres, préretraite). En deuxième lieu, elle commença à attribuer graduellement les financements aux actions structurelles. Cette politique devait aboutir plus tard à une réforme des fonds structurels. Avec l'adoption des PIM, qui constituent un premier pas dans cette direction, l'UE a radicalement changé sa philosophie d'action en coordonnant son activité. Elle prend désormais en considération les politiques pour l'agriculture qui sont directement destinées à aider le développement ou la croissance économique du territoire ; elle élargit ainsi son optique strictement sectorielle pour intégrer le soutien agricole au sein de l'activité globale de la défense territoriale. Cette réorientation a modifié la procédure de financement, et partant, les pouvoirs publics doivent faire preuve d'une capacité de planification des

interventions et d'orientation de la demande privée (tableau 2 et figure 1). Or, l'expérience passée de l'application des PIM a révélé en Italie les limites de nombreuses régions et un retard général de l'appareil administratif par comparaison avec les autres pays de l'UE. Dans les régions du Sud notamment, cette défaillance s'est manifestée de façon évidente dans l'utilisation des sources financières disponibles (jusqu'en 1990, au Nord l'Emilie Romagne avait utilisé 91 % des aides ; au Centre, la Toscane 71 % ; au Sud la Pouille 16 % et la Campanie 7 %).

## II - LA RÉFORME DES ANNEES 1990 ET SON IMPACT EN ITALIE

La réforme Mc Sharry de 1992 constitue le troisième moment de l'histoire de la PAC, surtout parce qu'elle réalise la rupture de l'identité (*découplage*) entre le soutien des prix et celui des revenus qui avait caractérisé la période précédente. Avec cet aspect de la réforme, l'UE a accepté l'idée de séparer le système d'aides au revenu des autres mesures affectant l'organisation des marchés, selon un principe d'action proposé par les États-Unis dans le cadre des négociations du GATT, mais précédemment proposé et débattu par plusieurs représentants européens.

Même si l'application de cette dernière réforme est trop récente pour qu'une évaluation efficace de son impact puisse être formulée, on peut certainement affirmer qu'elle constitue une étape très importante dans la redéfinition des instruments d'intervention de la PAC. Les informations disponibles sur les années 1992-94 montrent déjà un effet visible dans la plupart des pays communautaires : en 1993-94, première année d'application, le nombre total de demandes d'aides a été de plus de 2,5 millions pour une surface totale touchée de plus de 45 millions d'hectares. L'impact est considérable si l'on considère que pour les céréales on avait estimé une surface de base communautaire de 48,8 millions d'hectares (tableau 3). Évidemment les agriculteurs ont bien répondu à la nouvelle action, même s'ils ont dû adopter des instruments de décision différents au sein de l'entreprise, en acceptant des contraintes liées au système d'aides, dont le plus important est le gel obligatoire des terres. Celui-ci a été considérable, avec 4,6 millions d'hectares : ce chiffre a doublé en seulement deux ans la surface du *gel des terres* réalisé les années passées. En ce qui concerne la distribution des sources financières, il y a une concentration assez forte dans les grandes entreprises : 76,3 % des aides sont allées aux exploitations en régime général (grands producteurs avec gel des terres obligatoire) et ont intéressé 70 % de la surface et 76 % du volume total des aides (tableau 3). Les demandes en régime simplifié ont été bien plus nombreuses (un peu moins de deux millions contre un demi-million par le régime général), mais elles ont concerné une entité d'aides (23,7 %) et de surfaces bien inférieure. Les informations disponibles pour la seconde année d'application confirment les tendances de la première année, avec un accroissement des surfaces concernées ; en même temps s'est renforcée la préférence pour le régime général avec une augmentation du *gel des terres* (5,9 millions d'hectares).

Il faut encore souligner que, si globalement la réforme a eu un impact considérable, selon les pays il y a une différenciation remarquable dans la distribution des sources financières, avec une concentration très nette des aides en France et en Allemagne et, dans une moindre mesure, en Espagne et au Royaume-Uni (tableau 3). Évidemment ceci est la conséquence de la plus grande concentration de la production céréalière dans ces pays ; toutefois cette considération ne change pas la réalité d'un système d'aides qui, comme dans la précédente politique des prix, est plus favorable envers certains secteurs et certains pays. Le changement vers une politique de subvention directe au revenu, comme système compensatoire à la réduction des prix d'intervention, ne peut que conserver les mêmes limites que la politique d'origine. A ce propos il faut rappeler que la subvention directe au revenu est admise par les récents accords du GATT, contrairement à l'action sur les marchés ; par conséquent il est important que la subvention directe au revenu ne reproduise plus le déséquilibre dont les conséquences sont encore visibles dans cette phase, déséquilibre engendré par le système d'action précédent.

Dans le cadre européen, l'Italie utilise le régime d'aides de façon plus limitée, soit à cause d'une diffusion inférieure de la culture céréalière soit, comme on le verra plus tard, à cause d'une certaine spécificité dans l'application du régime : ainsi les demandes sont plus orientées vers le régime simplifié, avec comme conséquence une réduction de l'impact possible de l'intervention. Cette donnée est visible dans le nombre de demandes, dans la distribution de la surface et des aides entre les deux régimes. Il semble que dans ce pays, il y ait une certaine résistance au régime général à cause du gel obligatoire des terres ; cette tendance peut aussi être expliquée par la structure des exploitations dont les dimensions sont plus réduites.

Le nombre de demandes d'aide par hectare est assez limité (536 000 demandes sur plus d'un million d'entreprises qui avaient le droit de la demander)<sup>1</sup>. Toutefois, si on considère la surface intéressée, l'incidence de l'intervention augmente, avec 3,8 millions d'hectares à ensemercer, ce qui constitue à peu près 80 % du total national de ce secteur. On peut penser qu'il y aura une extension de l'intervention dans les prochaines années, avec une meilleure connaissance du régime de la part des agriculteurs. En effet, une évolution dans cette direction est déjà observable pour la seconde année d'application, avec une augmentation de 24 % des demandes et de 16 % de la surface ; toutefois la différence entre la surface effectivement intéressée par le régime compensatoire et celle de base est encore forte, avec pour le pays une perte notable d'aides potentielles.

Comme nous l'avons souligné auparavant, le régime simplifié, qui ne prévoit pas le gel obligatoire des terres, a fait l'objet de la plupart des demandes. Ce fait illustre une certaine résistance des agriculteurs à réduire l'utilisation des terrains productifs. Sur ce point il y a donc eu un changement par rapport à la situation antérieure à la réforme Mc Sharry. Les régions du Sud avaient mis en application les mesures de limitation des surfaces et de la production ; au Nord, par

<sup>1</sup> - Les informations rendues disponibles par l'EIMA en Italie donnent des chiffres un peu différents mais qui ne changent pas le cadre général déjà contenu dans les données communautaires.



contre, les agriculteurs qui utilisent des aides Mc Sharry, sont plus réticents à mettre au repos des terrains à haute rentabilité comme ceux de la plaine du Pô.

En ce qui concerne la typologie des entreprises intéressées, il peut s'agir soit de grosses entreprises (13 % des demandes pour une concentration de la surface de plus de 50 %), soit de petites exploitations (70 % des demandes pour une surface de 20 %).

Au niveau territorial et régional, il y a une importante variation de l'étendue de l'application dans les différentes régions et territoires, aussi on peut remarquer que par rapport aux précédentes actions, il y a un plus grand intérêt de la part des zones les plus développées, en particulier dans la zone la plus productive, celle de la plaine du Pô au Nord du pays (notamment en Vénétie, Lombardie et Emilie-Romagne) dans le Sud, la Sicile et les Pouilles ont été les régions les plus intéressées.

En général, selon les données de la première année d'application, pour ne pas diminuer la surface productive, les agriculteurs ont plutôt changé les orientations productives, avec une réduction du blé tendre (-10 %) et surtout du soja (-40 % de la surface et -25 % de la production) ; le maïs, au contraire a augmenté. Évidemment, cela va corriger les indications de la précédente expérience du gel des terres : les régions à forte productivité ont opposé une plus forte résistance à la mise au repos des terres et aux activités de désinvestissement.

La réforme laisse de nombreux problèmes en suspens : les normes de protection de l'environnement demeurent limitées ; la complexité des procédures administratives rend les contrôles difficiles ; en considérant que la politique de réduction des dépenses agricoles sera probablement amenée à s'affirmer on peut craindre des effets sur le revenu dans le long terme.

Un aspect important de la réforme de la PAC des années 1990 vise l'augmentation de l'action structurelle et sa redéfinition avec la réforme des fonds structureux ; cela augmente la disponibilité financière de l'UE en cette matière et peut, en effet, représenter, à l'avenir, un bon instrument de reconversion de la PAC. Toutefois, la procédure d'application de ces programmes est complexe car elle exige en préalable de nombreux actes de planification (programmes régionaux, nationaux, communautaires), et donc une bonne capacité de programmation de la part des institutions locales (figure 1).

Les premiers résultats de la réforme des fonds structureux, pour la période 1989-93, semblent encore montrer la persistance d'une certaine difficulté dans la gestion des aides : celle-ci étant généralisée pour les régions du Sud de l'Europe, elle se manifeste donc aussi en Italie. De plus le principe de coparticipation financière des États membres peut améliorer l'habileté d'utilisation de ces ressources en relation avec les capacités de décision financière des États : en Italie les restrictions financières qui caractérisent la vie politique et administrative, en ce moment, posent problème.

La capacité de réponse à la demande d'intervention par les pouvoirs publics et l'appareil technique administratif peut devenir de plus en plus importante pour l'équilibre entre les régions de la CEE, et en particulier entre le Nord et le Sud. Dans le cadre des programmes prévus par la réforme, l'action politique et administrative au niveau des institutions locales deviendra de plus en

plus importante : il faudra essayer d'éviter que la différence d'efficacité au niveau administratif introduise de nouvelles disparités à l'intérieur des régions défavorisées.

### III - LES POLITIQUES NATIONALES DANS LE CADRE DES TRANSFORMATIONS DE L'AGRICULTURE ITALIENNE

Au niveau national, après l'importante innovation institutionnelle qui a entraîné la formation des régions dans les années 70, aucun élément nouveau et important n'a été introduit dans la définition des instruments de soutien sectoriel ; si l'on ne prend pas en considération les nombreux documents d'intentions et si l'on observe l'activité concrète, les interventions de politique agricole nationale ont constamment oscillé entre la délégation de pouvoir à la Communauté et l'adoption de lois financières de soutien au secteur primaire, dénuées de capacité efficace de direction.

L'actuelle politique agricole nationale puise ses racines dans le débat sur la planification des interventions. Celle-ci s'est concrétisée, dans les années 1970 et 1980, par des programmes d'activité et des lois de dépense qui constituent le point de référence de l'action publique dans le domaine de l'agriculture. Ces lois ont une grande importance, compte tenu de la structure productive italienne : les nombreux déséquilibres structureaux et la petite dimension des exploitations empêchent l'accès au crédit ordinaire, en augmentant le rôle du soutien public.

L'organisation de l'appareil administratif est centrée sur la coordination de l'activité de l'État et des régions, en attribuant à chacun des compétences différentes : l'État central doit prendre en charge la coordination générale de l'intervention en définissant des objectifs et des lignes générales d'action ; le maintien d'activités d'intérêt général, comme la recherche, restant à l'ordre du jour pour l'administration.

Nous ne pouvons pas faire ici l'histoire des nombreuses tentatives de définition concrète de cette action. On peut cependant observer que la démarche a été plutôt laborieuse, et que les objectifs ont changé plusieurs fois. Pendant les années 70, dans un contexte dominé par la crise économique générale et par l'inflation du prix des matières premières d'importation, le premier plan de 1977 (nommé "Quadrifoglio") insistait sur le problème du contrôle du déficit agro-alimentaire et soulignait l'intérêt d'augmenter la capacité productive de l'agriculture nationale ; il mettait également l'accent sur la fonction de l'agriculture en matière de maintien d'emploi, face à une situation de crise générale et de chômage. A ce moment déjà, ces objectifs rentraient en contradiction évidente avec les orientations qui s'affirmaient au niveau européen : la Communauté visait principalement à introduire les premières mesures de contrôle des dépenses budgétaires et de limitation de la production (c'est le cas, par exemple, des taxes de co-responsabilité) plutôt que d'aider l'expansion de la production.

La différence de point de vue avec la Communauté est évidente ; commence alors une querelle dangereuse et compliquée, entre organismes centraux et périphérie régionale. Cette querelle était au cœur du débat sur la définition de la liberté d'action. Le conflit s'est aggravé avec

le temps jusqu'au référendum populaire, organisé par certaines régions, qui a entraîné la suppression du ministère de l'Agriculture, rapidement remplacé par l'institution d'un nouveau ministère.

Par ailleurs sur le plan de la programmation, l'activité principale a été centrée sur la définition de documents assez généraux, dominés par un climat d'incertitude, très souvent sans aucun effort de coordination avec l'action communautaire et, comme nous l'avons souligné auparavant, accompagnée d'une situation fortement conflictuelle entre l'État et les régions. Dans ce cadre, le document le plus important est constitué par la loi 752/86, nommée "Loi pluriannuelle de dépense pour les interventions planifiées dans le secteur agricole", qui reproduit tous les défauts dont nous venons de parler. L'action publique a néanmoins conservé un rôle important dans le cadre général de l'évolution de l'agriculture italienne. Elle a été déterminante pour les ressources mises à la disposition de l'agriculture, comme montré par les nombreuses études disponibles (Antonelli, 1992, Finuola, 1989). La somme des ressources nationales et communautaires fournit à l'agriculture italienne une aide très importante, dont le pourcentage dépasse 53 % de la valeur ajoutée agricole (Bartola, Sotte, Fioretti, 1991). Mais l'efficacité de la réponse à ces stimulations a été très variable et dépend souvent de la capacité de gestion des différentes régions. Le Sud est ainsi moins actif dans la distribution des ressources financières que le Nord. De plus, nous l'avons déjà mentionné, il n'y a pas eu une bonne coordination avec l'activité de la CEE qui fournit aussi des ressources financières importantes (37 % du total estimé).

Même si on doute de l'efficacité de l'action publique nationale, l'agriculture a su effectuer sa modernisation tout en s'intégrant aux différents marchés. Cette évolution a induit une réduction assez forte du nombre des exploitations agricoles (3 023 344 unités selon les dernières données du Recensement du 1990) et une contraction aussi forte de la surface agricole utilisée qui compte encore 15 millions d'hectares. Cependant, l'augmentation de la dimension moyenne des exploitations a été limitée et continue à être inférieure à la moyenne communautaire (7,7 ha de SAU moyenne en Italie, contre 16,5 ha dans l'ensemble de la Communauté). L'évolution des exploitations a été accompagnée par une polarisation très forte avec d'un côté les petites structures et de l'autre les grosses entreprises : 90 % des exploitations ont une SAU de moins de 10 ha pour 40 % de la SAU (celles-ci en représentent 66 % dans la CEE pour 14,2 % de la SAU), tandis que les exploitations de plus de 50 ha représentent seulement 1,4 % avec 30 % de la SAU (6,8 % CEE avec 48,6 % de SAU). On peut donc noter la présence d'une myriade de petites exploitations, encore importantes dans la production agricole italienne, qui coexistent avec un petit nombre de grandes exploitations : cela témoigne des vastes déséquilibres structurels. De plus, il faut rappeler que seulement 28 % des entreprises sont localisées dans les régions de plaine, ce qui montre l'importance de l'activité agricole des zones défavorisées (tableaux 5 et 6).

La modernisation de l'agriculture italienne s'est certainement réalisée, grâce à une bonne capacité d'adaptation des exploitations et au processus général de développement économique. Le développement de l'agriculture à temps partiel et de la prestation de services par des entreprises constituent un exemple de cette capacité originale d'adaptation ; toutefois en niveau sectoriel

l'action publique massive a montré une faiblesse générale par rapport aux nombreux problèmes posés par la persistance des déséquilibres aux différents niveaux structureaux, territoriaux et régionaux. A ce propos, par exemple, il y a une forte variabilité des revenus au niveau régional (tableau 4).

De plus l'action publique nationale n'a jamais pensé à une réorganisation qui tienne compte des relations entre l'agriculture et les autres segments productifs du complexe agro-industriel. En effet l'agriculture, dans une économie développée comme l'Italie, est de plus en plus intégrée aux secteurs de transformation et de distribution. Il devient toujours plus important pour l'agriculture du Sud de l'Europe de réaliser une bonne performance non seulement au niveau de l'agriculture mais aussi au niveau de l'agro-alimentaire, dans ses différentes filières d'activité. Contrairement au Nord de l'Europe, on observe en effet dans le Sud un retard général du développement des complexes agro-alimentaires, notamment lié à l'absence de grands groupes industriels de transformation.

En Italie, des problèmes se posent au niveau de la coordination entre les agriculteurs et les transformateurs. On constate le manque général ou l'inefficacité des agents institutionnels de médiation. Ainsi, l'expérimentation agricole adaptée aux exigences de l'industrie est encore très limitée. En même temps, agriculteurs et industries de transformation négocient difficilement étant donné l'inefficacité de l'action des associations de producteurs fragmentées en une multitude de centres de représentation (tableaux 7 et 8).

Il faut également rappeler que dans les régions du Sud de l'Europe, où il n'y a aucun avantage compétitif dû à la dimension des entreprises, il faut identifier et chercher à consolider différentes formes de production, plus centrées, par exemple, sur les séries courtes, comme dans le cas des produits de qualité. Mais cela pose un problème de coordination de l'activité entre les différents agents qui travaillent au sein de la filière.

Sur ce dernier problème, l'Italie a fait quelques progrès ; la dernière loi de dépense pour l'agriculture prévoit, en effet, la sollicitation de formes de soutien destinées à coordonner les différentes phases de production de la filière.

## CONCLUSION

L'agriculture italienne est engagée dans un processus de modernisation généralisée dont l'aspect le plus intéressant, dans sa phase actuelle, est certainement l'affirmation des formes d'intégration économique avec les autres secteurs, au niveau du territoire et avec les différentes expériences internationales. L'évolution suivie a en général modifié de manière radicale l'organisation du secteur et des entreprises, en la rendant plus complexe. Les problèmes traditionnels de l'agriculture n'ont pas été complètement résolus : en effet, les faiblesses du système productif, sont caractérisées par une vaste diffusion de petites entreprises et par une concentration de l'activité dans des zones défavorisées. De plus, de nouveaux problèmes se sont rapidement

manifestés, le principal étant l'accroissement de la complexité du système de relations avec les autres agents sociaux et économiques, en particulier dans le secteur de transformation industrielle et de distribution. Il est évident que ces aspects peuvent se conjuguer et entraîner des conséquences négatives pour l'agriculture italienne qui, dans les prochaines années, devra affronter une plus forte concurrence au niveau international.

L'environnement dans lequel évolue l'agriculture nationale est devenu plus complexe, ces dernières années, à la suite du changement du cadre du soutien communautaire, lui-même provoqué par la révision radicale des instruments d'intervention. La réforme de la PAC peut constituer un élément décisif de la correction d'un système d'intervention qui n'avait pas valorisé les aspects typiques de l'agriculture italienne, comme les productions méditerranéennes. Toutefois les premiers effets de la nouvelle PAC, en Italie, ne sont pas rassurants, car ils montrent que les revenus des agriculteurs en termes réels, se sont considérablement réduits au cours des dernières années et même avec l'action de soutien introduite par Mc Sharry.

Jusqu'à ce jour les modifications introduites par les premières phases de la réforme de la PAC n'ont pas stimulé la réorientation de la production. Elles ont plutôt induit un désinvestissement, comme dans le cas du gel des terres, qui a rencontré un succès considérable, surtout dans les zones défavorisées du Sud. La plus récente réforme Mc Sharry a modifié ces orientations en étendant le gel des terres aux zones à haute productivité de la plaine du Pô ; toutefois, à ce propos, on a pu observer une certaine résistance à l'application de ce régime, avec une préférence généralisée pour les aides du régime simplifié. Cette attitude a ralenti l'utilisation potentielle des sources financières communautaires. D'un autre côté on comprend la résistance des producteurs à appliquer les mesures de limitation de la production, compte tenu du déficit agricole du pays. Cela explique aussi le retard de l'application du régime des quotas laitiers qui, actuellement, provoque en Italie, de fortes inquiétudes dans la mesure où cette application est accompagnée de références confuses dans le cadre national, et constitue donc un obstacle pour les producteurs.

D'un autre côté, le renforcement de l'action structurelle représente un aspect des plus positifs de la récente réforme de la PAC. Toutefois, la spécificité de l'application de ces mesures en Italie a montré une certaine difficulté initiale de gestion, en particulier dans les régions du Sud. Les nouvelles procédures d'action demandent en effet une bonne capacité de planification. L'efficacité et la capacité d'action de l'administration publique peuvent devenir de plus en plus importantes. Sans revenir, à ce propos, sur l'action structurelle, nous pouvons émettre les mêmes remarques sur la complexité des procédures de contrôle introduites par l'application des quotas et du gel des terres et qui a été considérablement renforcée par la réforme Mc Sharry. Si l'action au niveau des institutions locales, politiques ou administratives s'affirme, la différence d'efficacité au niveau administratif ne doit pas devenir une source de nouvelles disparités.

L'efficacité des institutions responsables (l'État et les régions) est prioritaire dans un secteur qui reçoit des transferts aussi importants de la part de l'administration publique. A ce propos, nous avons souligné les limites des institutions italiennes, où le manque de collaboration entre les

différents niveaux, national, régional et communautaire, est une constante. Les conflits entre centre et périphérie sont au cœur des débats de la vie politique italienne. Le même défaut de coordination a été souligné plus haut à propos de l'action des politiques agricoles, qui offre un cadre fragmenté, et fait obstacle pour cette raison à l'émergence de synergies positives entre les politiques nationales et communautaires.

Ce problème relève surtout d'une responsabilité nationale et ne concerne pas seulement l'administration publique, mais la globalité du système qui est à la base de l'organisation de l'agriculture italienne : c'est aussi la responsabilité des organisations professionnelles (syndicats agricoles) et économiques, telles que les coopératives et les groupements de producteurs. En Italie la forte empreinte idéologique de ces organisations est à l'origine de leur multiplication, indépendamment de leurs fonctions effectives et de leur efficacité. Actuellement toutes ces organisations sont touchées par une crise profonde et par de perpétuels changements ; dans les prochaines années nous pourrions voir si la nécessité de s'adapter à un cadre d'une complexité croissante mène à une meilleure organisation de l'appareil agricole. La complexité des relations, qui se créent entre les entreprises du secteur, et l'internationalisation des marchés imposent une organisation efficace de l'offre qui est morcelée dans une multitude de petites entreprises, comme de l'administration qui joue un rôle très important. La capacité de redéfinir son propre cadre organisationnel constitue, donc, un élément central du développement futur de l'agriculture italienne face aux transformations actuelles.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AAVV.- *Azienda agraria : attuali problemi di organizzazione e di gestione.*- Bologna : Il Mulino, 1993.
- AAVV.- *Interdipendenze e conflitti nelle relazioni agricole internazionali.*- Bologna : Il Mulino, 1989.
- ALVISI (F).- "Rapporti e condizionamenti reciproci fra agricoltura e industria di trasformazione in : *Politica Agraria*, n° 1, 1981.
- ANTONELLI (G).- "Quadro istituzionale e politica agraria in Italia : l'esperienza degli anni ottanta" in : *Il governo dell'adattamento dell'agricoltura italiana : istituzioni e strumenti.*- Bologna : Il Mulino, 1992.
- BARTOLA (A), SOTTE (F), FIORETTI (A).- "La spesa del MAF negli anni ottanta" in : *La Questione agraria*, n° 49, 1991.
- BERTOLINI (P).- "La Réforme de la PAC en Italie : premiers résultats et perspectives".- *Options méditerranéennes*, n° 8, 1994.
- CASATI (D), "Come cambia l'agricoltura nel sistema agroindustriale, *Atti del XXIV Convegno di studi Sidea*, Bologna, Il Mulino, 1988

- CHESARETTI (GP), MARIANI (AC), SODANO (V).- *Sistemi agroalimentari e mercati agricoli*.- Bologna : Il Mulino, 1994.
- COMMISSIONE EUROPEA.- *La Situazione dell'agricoltura nella Comunità*, Bruxelles (série sur plusieurs années)
- DI STEFANO (F).- "Problemi di adattamento dell'agricoltura italiana".- *L'Agricoltura italiana e i mutamenti dello scenario economico internazionale*.- Bologna : Il Mulino, 1991.
- DE FILIPPIS (F).- "La Revisione della PAC tra controllo della produzione e riorientamento al mercato" in M. Gorgoni, A. Zozza (ed) *Scarsità e sovrapproduzione nell'economia agroalimentare*.- Bologna : Il Mulino, 1990.
- FABIANI (G).- *L'Agricoltura italiana sviluppo e crisi*.- Bologna : Il Mulino, 1985.
- FABIANI (G).- "Agricoltura senza governo".- *La questione agraria*, n° 51, 1993.
- FANFANI (R).- *Lo Sviluppo della politica agricola comunitaria*.- Roma : Nuova Italia Scientifica, 1990.
- FANFANI (R), GALIZZI (G).- *Il Sistema agro-alimentare dell'Emilia Romagna*.- Bologna : Franco Angeli, années 1993, 1994 et 1995.
- FINUOLA (R).- "La Spesa delle regioni in agricoltura nel periodo 1976-1987 : un tentativo di sintesi".- *Rivista di politica agraria*, n° 4, 1989.
- GIACOMINI (C), BERTOLINI (P).- "Problemi vecchi e nuovi dell'agricoltura italiana".- *Rivista di Politica Agraria*, n° 6, 1994.
- GALIZZI (G).- "Integrazione verticale in agricoltura : meccanismi e aspetti istituzionali".- *Rivista di Politica Agraria*, n° 2, 1987.
- Inea.- *Annuario dell'agricoltura italiana*.- Bologna : Il Mulino, (série sur plusieurs années).
- Nomisma.- *Rapporto 1992 sull'agricoltura italiana*.- Bologna : Il Mulino, 1993.
- Nomisma.- *Rapporto 1993 sull'agricoltura italiana*.- Bologna : Il Mulino, 1994.
- Nomisma.- *Rapporto 1994 sull'agricoltura italiana*.- Bologna : Il Mulino, 1995.
- PACCIANI (A), PETRICCIONE (G).- *La cooperazione agroalimentare in Italia*.- Bologna : Il Mulino, 1993.
- SACCOMANDI (V).- "Situazione agricola internazionale e riforma della pac".- *La questione agraria*, n° 29, 1988.

Tableau 1 - Gel des terres (Set-aside) (en régime quinquennal), (titre 01 reg. CEE 797/85 et titre 1 reg. CEE 2328/91)

| Etats membres | Superficie moyenne en repos (en ha) et nouvelles demandes de la campagne. |               |               |               |            |            |            | Total 1988-1992 |
|---------------|---|---------------|---------------|---------------|------------|------------|------------|-----------------|
|               | 1988/1989   | 1989/1990     | 1990/1991     | 1991/1992     | 1992/1993  | 1991/1992  | 1992/1993  |                 |
| Belgique      | 380   | 118           | 222           | 93            | -          | -          | -          | 813             |
| Danemark      | -   | -             | 4596          | 3621          | -          | -          | -          | 8217            |
| Allemagne     | 167364  | 51924         | 79777         | 183710        | -          | -          | -          | 482775          |
| Grèce         | -   | 250           | 250           | 213           | -          | -          | -          | 713             |
| Espagne       | 25080   | 13864         | 28720         | 22279         | -          | -          | -          | 89943           |
| France        | 16018   | 48326         | 108482        | 54071         | -          | -          | -          | 226897          |
| Irlande       | 1141  | 486           | 52            | 71            | -          | -          | -          | 1750            |
| Italie        | 93756   | 234972        | 242761        | 220669        | -          | -          | -          | 792158          |
| Luxembourg    | 6   | 31            | 47            | 6             | -          | -          | -          | 90              |
| Hollande      | 2446  | 5885          | 6696          | 288           | 408        | -          | -          | 15723           |
| Portugal      | :   | :             | :             | :             | :          | :          | :          | :               |
| Royaume Unie  | 51991   | 48814         | 28880         | 25437         | -          | -          | -          | 155122          |
| <b>Total</b>  | <b>358182</b>   | <b>404670</b> | <b>500483</b> | <b>510458</b> | <b>408</b> | <b>408</b> | <b>408</b> | <b>1774201</b>  |

Source : CEE



**Tableau 2 : Exécution financière : objectif 1 pour la période de 1989-1991  
(millions d'ECU, prix 1989)**

| Etats membres             | Fonds | (1)<br>Contribution<br>prévisionnel-<br>les | (2)<br>Engagé | (3)<br>Payement | 2/1<br>%   | 3/2<br>%  |
|---------------------------|-------|---|---------------|-----------------|------------|-----------|
| Grèce                     | FESR  | 1 974                                       | 1 939         | 1 328           | 98         | 68        |
|                           | FSE   | 959   | 973           | 693             | 102        | 71        |
|                           | FEOAG | 777   | 748           | 582             | 96         | 78        |
| <b>Total Grèce</b>        |       | <b>3 710</b>                                | <b>3 660</b>  | <b>2 603</b>    | <b>99</b>  | <b>73</b> |
| Espagne                   | FESR  | 3 405                                       | 3 556         | 2 750           | 104        | 77        |
|                           | FSE   | 1 211                                       | 1 279         | 867             | 106        | 68        |
|                           | FEOAG | 620   | 759           | 612             | 122        | 81        |
| <b>Total Espagne</b>      |       | <b>5 236</b>                                | <b>5 594</b>  | <b>4 229</b>    | <b>107</b> | <b>76</b> |
| France                    | FESR  | 225   | 136           | 101             | 60         | 74        |
|                           | FSE   | 177   | 213           | 145             | 121        | 68        |
|                           | FEOAG | 89  | 140           | 101             | 157        | 73        |
| <b>Total France</b>       |       | <b>491</b>                                  | <b>489</b>    | <b>347</b>      | <b>100</b> | <b>71</b> |
| Irlande                   | FESR  | 867   | 800           | 706             | 92         | 88        |
|                           | FSE   | 783   | 1 004         | 700             | 128        | 70        |
|                           | FEOAG | 354   | 397           | 344             | 112        | 87        |
| <b>Total Irlande</b>      |       | <b>2 004</b>                                | <b>2 201</b>  | <b>1 751</b>    | <b>110</b> | <b>80</b> |
| Italie                    | FESR  | 2 657                                       | 2 494         | 1 153           | 94         | 46        |
|                           | FSE   | 939   | 780           | 493             | 83         | 63        |
|                           | FEOAG | 441   | 413           | 249             | 94         | 60        |
| <b>Total Italie</b>       |       | <b>4 037</b>                                | <b>3 687</b>  | <b>1 895</b>    | <b>91</b>  | <b>51</b> |
| Portugal                  | FESR  | 1 939                                       | 1 885         | 1 417           | 97         | 75        |
|                           | FSE   | 1 095                                       | 1 003         | 656             | 92         | 65        |
|                           | FEOAG | 645   | 698           | 525             | 108        | 75        |
| <b>Total Portugal</b>     |       | <b>3 679</b>                                | <b>3 586</b>  | <b>2 598</b>    | <b>97</b>  | <b>73</b> |
| Royaume Uni               | FESR  | 206   | 193           | 133             | 94         | 69        |
|                           | FSE   | 190   | 191           | 140             | 101        | 73        |
|                           | FEOAG | 77  | 76            | 56              | 98         | 74        |
| <b>Total Royaume uni</b>  |       | <b>473</b>                                  | <b>460</b>    | <b>329</b>      | <b>97</b>  | <b>71</b> |
| <b>Totale FESR</b>        |       | <b>11 273</b>                               | <b>11 003</b> | <b>7 588</b>    | <b>98</b>  | <b>69</b> |
| <b>Totale FSE</b>         |       | <b>5 354</b>                                | <b>5 444</b>  | <b>3 693</b>    | <b>102</b> | <b>68</b> |
| <b>Totale FEOAG</b>       |       | <b>3 003</b>                                | <b>3 231</b>  | <b>2 470</b>    | <b>108</b> | <b>76</b> |
| <b>Totale objective 1</b> |       |   |               |                 |            |           |

Source : CEE

FESR = Fonds Européen de développement rural

FSE = Fonds Social Européen

FEOAG = Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole

Tableau 3 - Réforme Mc Sharry, 1993-94 (1ère année d'application)

| Etats membres | Régime simplifié (1) |                   |                 | Régime Général (2) |                   |                | Total (1+2)        |                   |                 |
|---------------|----------------------|-------------------|-----------------|--------------------|-------------------|----------------|--------------------|-------------------|-----------------|
|               | Nombre de demandes   | Superficie en ha  | ECU (a)         | Nombre de demandes | Superficie en ha  | ECU (a)        | Nombre de demandes | Superficie en ha  | ECU (a)         |
| Belgique      | 42 255               | 323 560           | 49,9            | 2 862              | 129 213           | 29,4           | 45 117             | 452 773           | 79,3            |
| Danemark      | 43 537               | 493 124           | 76,7            | 27 163             | 1 465 051         | 308,4          | 70 700             | 1 958 175         | 385,1           |
| Allemagne     | 284 777              | 2 571 139         | 383,7           | 96 156             | 7 320 843         | 1 724,3        | 380 933            | 9 891 982         | 2 108,0         |
| Grèce         | 269 798              | 1 154,779         | 288,9           | 7 359              | 96 804            | 21,9           | 277 157            | 1 251 583         | 310,8           |
| Espagne       | 360 182              | 2 741 766         | 382             | 141 810            | 5 860 616         | 1 196,7        | 501 992            | 8 602 382         | 1 578,7         |
| France        | 359 890              | 2 755 470         | 431,2           | 184,129            | 10 616 630        | 2 875,3        | 544 019            | 13 372 100        | 3 306,5         |
| Irlande       | 14 406               | 125 824           | 20,9            | 2 877              | 184 046           | 38,2           | 17 283             | 309 870           | 59,1            |
| Italie        | 493 965              | 2 641,926         | 612,9           | 42 007             | 1 238 766         | 379,4          | 535 972            | 3 880 692         | 992,3           |
| Luxembourg    | 1 912                | 24 645            | 3,2             | 308                | 11 158            | 2,1            | 2 220              | 35 803            | 5,3             |
| Hollande      | 46 653               | 282 011           | 20,6            | 1 101              | 51 444            | 13,7           | 47 754             | 333 455           | 64,3            |
| Portugal      | 48 299               | 235 450           | 22,5            | 3 306              | 400 490           | 70,8           | 51 605             | 635 940           | 93,3            |
| Royaume Uni   | 29 436               | 329 890           | 55,1            | 32 476             | 3 974 918         | 992,8          | 61 912             | 4 304 808         | 1 047,9         |
| <b>UE 12</b>  | <b>1 995 110</b>     | <b>13 079 584</b> | <b>2 377,60</b> | <b>541 554</b>     | <b>11 349 979</b> | <b>7 653,0</b> | <b>2 536 664</b>   | <b>25 029 563</b> | <b>10 030,6</b> |

(a) en millions d'ECU  
Source : CEE

Tableau 4 - Revenus brut standard par région (RBS) (1993)

| Régions       | Nombre<br>d'exploitations | RBS (en UDE)        |                |           | SAU (ha) |          |         | N. UTA |         |
|---------------|---------------------------|---------------------|----------------|-----------|----------|----------|---------|--------|---------|
|               |                           | Totale<br>(000 UDE) | Moyenne<br>UDE | Totale    | Moyenne  | Totale   | Moyenne | Totale | Moyenne |
| Piémont       | 179 138                   | 1 592 950           | 8,8            | 1 118 722 | 6,2      | 168 419  | 0,9     |        |         |
| Val d'Aoste   | 8 735                     | 29 588              | 3,4            | 96 592    | 11,1     | 8 029    | 0,9     |        |         |
| Liguria       | 69 453                    | 286 287             | 4,1            | 92 421    | 1,3      | 50 417   | 0,7     |        |         |
| Lombardie     | 126 393                   | 2 016 897           | 16             | 1 103 793 | 8,7      | 144 419  | 1,1     |        |         |
| Trentin A A   | 57 204                    | 525 805             | 9,2            | 422 274   | 7,4      | 57 834   | 1       |        |         |
| Vénétie       | 220 863                   | 2 013 196           | 9,1            | 880 555   | 4        | 163 852  | 0,7     |        |         |
| Friule V G    | 55 684                    | 398 748             | 7,2            | 256 558   | 4,6      | 35 257   | 0,6     |        |         |
| Emilie-       | 148 024                   | 2,460 335           | 16,6           | 1 231 054 | 8,3      | 169 888  | 1,1     |        |         |
| Romagne       | 143 922                   | 992 280             | 6,9            | 923 525   | 6,4      | 109 104  | 0,8     |        |         |
| Toscane       | 57 552                    | 348 349             | 6,1            | 395 125   | 6,7      | 33 878   | 6       |        |         |
| Ombrie        | 79 451                    | 577 871             | 7,3            | 547 603   | 6,9      | 59 487   | 0,7     |        |         |
| Marches       | 235 372                   | 1 181 857           | 5              | 831 195   | 3,5      | 122 874  | 0,5     |        |         |
| Latium        | 106 070                   | 529 426             | 5              | 520 518   | 4,9      | 72 332   | 0,7     |        |         |
| Abruzzes      | 40 812                    | 178 940             | 4,4            | 249 851   | 6,1      | 26 145   | 0,6     |        |         |
| Molise        | 270 539                   | 1 276 338           | 4,7            | 659 851   | 2,4      | 203 163  | 0,8     |        |         |
| Campanie      | 345 563                   | 1 951 199           | 5,6            | 1 446 639 | 4,2      | 178 757  | 0,5     |        |         |
| Pouilles      | 81 780                    | 375 523             | 4,6            | 621 002   | 7,6      | 42,482   | 0,5     |        |         |
| Basilicate    | 209 543                   | 964 758             | 4,6            | 660 402   | 3,2      | 117 994  | 0,6     |        |         |
| Calabre       | 388 553                   | 1 927 705           | 5              | 1 572 912 | 4        | 178 000  | 0,5     |        |         |
| Sicile        | 115 895                   | 62 578              | 5,3            | 1 356 231 | 11,7     | 85 929   | 0,7     |        |         |
| Sardaigne     | 2940 546                  | 20237 630           | 6,9            | 14986 822 | 5,1      | 2 026260 | 0,7     |        |         |
| <b>Italie</b> |                           |                     |                |           |          |          |         |        |         |
| Nord          | 865 494                   | 9 323 806           | 10,8           | 5 201 969 | 6        | 798 115  | 0,9     |        |         |
| Centre        | 516 297                   | 3 100 357           | 6              | 2 697 448 | 5,2      | 325 343  | 0,6     |        |         |
| Sud           | 1 558 755                 | 7 813 467           | 5              | 7 087 405 | 4,4      | 904,802  | 0,6     |        |         |

Source : INEA  
UDE = Unité de dimension économique

Tableau 5 - Exploitations par classe de dimension physique

|                     | 1 9 9 0          |            | 1 9 8 2                |            |                  |            |                        |            |
|---------------------|------------------|------------|------------------------|------------|------------------|------------|------------------------|------------|
|                     | Exploitations    | %          | Superficie Totale (ha) | %          | Exploitation     | %          | Superficie Totale (ha) | %          |
| Sans terre agricole | 5.691            | 0,2        | 0                      | 0          | 10 175           | 0,3        | 0                      | 0          |
| Moins d'un hectare  | 991.562          | 32,8       | 481.722                | 2,1        | 1 040 957        | 31,9       | 506 210                | 2,1        |
| 1 à 2 ha            | 590.942          | 19,5       | 814.640                | 3,7        | 641.127          | 19,6       | 884.246                | 3,7        |
| 2 à 3 ha            | 335.995          | 11,1       | 798.958                | 3,5        | 372.621          | 11,4       | 885.335                | 3,8        |
| 3 à 5               | 373.850          | 12,4       | 1.411.821              | 6,2        | 419.911          | 12,8       | 1.584.646              | 6,7        |
| 5 à 10              | 354.401          | 11,7       | 2.436.234              | 10,8       | 397.823          | 12,2       | 2.731.129              | 11,6       |
| 10 à 20             | 201.312          | 6,7        | 2.747.371              | 12,1       | 217.137          | 6,6        | 2.958.790              | 12,5       |
| 20 à 30             | 65.242           | 2,2        | 1.561.974              | 6,9        | 66.464           | 2          | 1.588.085              | 6,7        |
| 30 à 50             | 49.743           | 1,6        | 1.870.238              | 8,2        | 48.549           | 1,5        | 1.818.718              | 7,7        |
| 50 à 100            | 32.722           | 1,1        | 2.217.720              | 9,7        | 31.735           | 1          | 2.154.812              | 9,1        |
| 100 et plus         | 21.875           | 0,7        | 8.361.878              | 36,8       | 22.670           | 0,7        | 8.519.524              | 36,1       |
| <b>Total</b>        | <b>3 023 344</b> | <b>100</b> | <b>22 702 556</b>      | <b>100</b> | <b>3 269 170</b> | <b>100</b> | <b>23 631 495</b>      | <b>100</b> |

Source : ISTAT

Tableau 6 - Exploitations par localisation et typologie de travail

| Total   | Famille et parents du chef d'exploitation |             |                             |             | Autre main-d'œuvre  |                      |                       |
|---|---|-------------|-----------------------------|-------------|---------------------|----------------------|-----------------------|
|   | Chef d'exploitation                       | Conjoint    | Autre membres de la famille | Parents     | ouvriers permanents | ouvriers saisonniers | Fermiers et assimilés |
| <b>Exploitation en %</b>                          |   |             |                             |             |                     |                      |                       |
| Montagne  | 99,0                                      | 62,0        | 20,4                        | 10,2        | 1,0                 | 14,0                 | 0,7                   |
| Colline   | 99,4                                      | 69,2        | 18,4                        | 9,5         | 1,0                 | 21,1                 | 0,9                   |
| Plaine  | 99,3                                      | 72,2        | 22,8                        | 10,9        | 1,9                 | 22,2                 | 0,8                   |
| <b>Total</b>                                      | <b>99,3</b>                               | <b>68,9</b> | <b>20,1</b>                 | <b>10,0</b> | <b>1,3</b>          | <b>19,8</b>          | <b>0,8</b>            |
| <b>Journée de travail en %</b>                    |   |             |                             |             |                     |                      |                       |
| Montagne  | 50,1                                      | 18,7        | 13,5                        | 4,9         | 2,3                 | 10,0                 | 0,5                   |
| Colline   | 32,9                                      | 11,9        | 8,4                         | 3,2         | 2,1                 | 9,0                  | 0,4                   |
| Plaine  | 43,4                                      | 14,1        | 15,8                        | 6,7         | 5,4                 | 14,0                 | 0,7                   |
| <b>Total</b>                                      | <b>47,0</b>                               | <b>16,5</b> | <b>13,7</b>                 | <b>5,5</b>  | <b>3,8</b>          | <b>12,8</b>          | <b>0,6</b>            |
| <b>Nombre moyen de journées de travail annuel</b> |   |             |                             |             |                     |                      |                       |
| Montagne  | 70  | 40          | 91                          | 67          | 313                 | 99                   | 98                    |
| Colline   | 68  | 35          | 93                          | 70          | 423                 | 87                   | 106                   |
| Plaine  | 82  | 37          | 130                         | 114         | 541                 | 118                  | 165                   |
| <b>Total</b>                                      | <b>72</b>                                 | <b>37</b>   | <b>104</b>                  | <b>83</b>   | <b>452</b>          | <b>99</b>            | <b>120</b>            |

Source : ISTAT

Tableau 7 - Typologie de commercialisation par produit (1993)

| Type de produits       | Total exploitations | Entreprises en %              |                                      |   |   |      | Autres |
|------------------------|---------------------|-------------------------------|--------------------------------------|---|---|------|--------|
|                        |                     | Vente directe au consommateur | Livraison aux organismes associatifs | Livraison aux associations de producteurs | Vente aux entreprises industrielles ou commerciales |      |        |
| Culture                | 1 649 771           | 16,1                          | 25,9                                 | 8,3                                       | 29,0  | 38,0 |        |
| Elevage                | 363 205             | 23,8                          | 15,6                                 | 8,5                                       | 38,7  | 38,4 |        |
| transformés forestiers | 299 273             | 66,8                          | 4,6                                  | 1,7                                       | 6,5   | 21,9 |        |
|                        | 44 326              | 40,6                          | 0,7                                  | 0,3                                       | 22,8  | 35,9 |        |

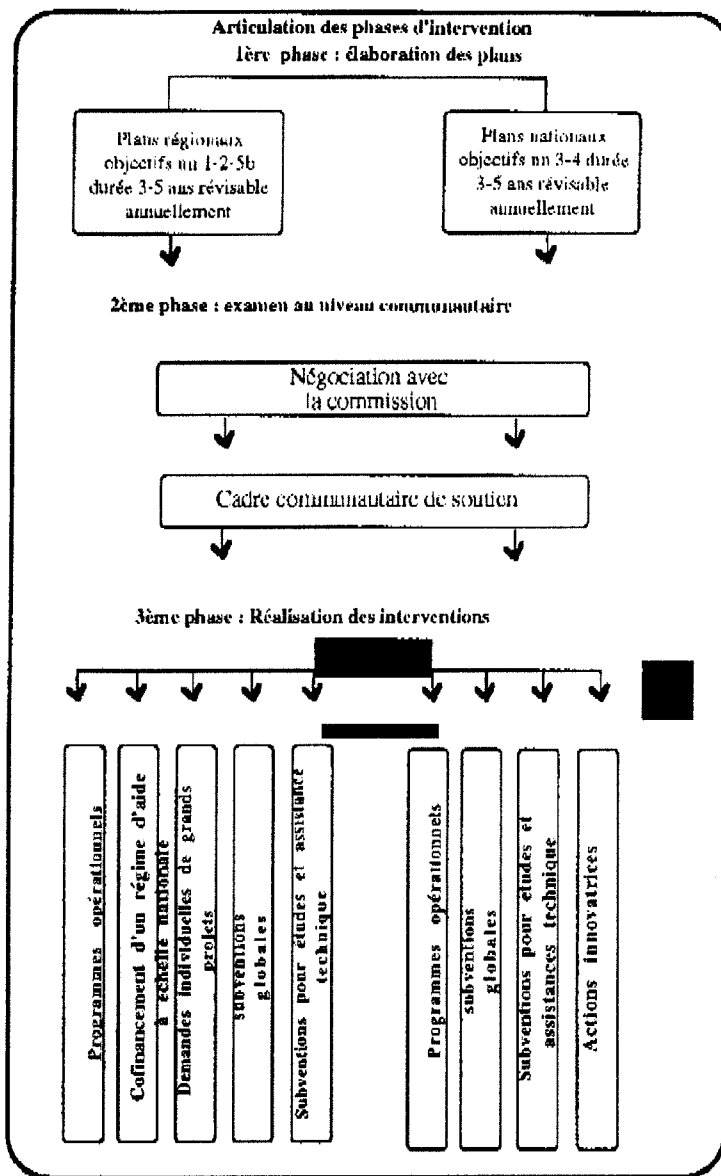
Source : INEA

Tableau 8 - Coopératives agricoles par secteur et zone (1993)

|   | Nord         | Centre       | Sud           | Italie        |
|---|--------------|--------------|---------------|---------------|
| Travail de la terre   | 655          | 716          | 2 663         | 4 034         |
| Sylviculture-élevage  | 252          | 159          | 192           | 603           |
| Laiteries-fromageries   | 2 280        | 130          | 387           | 2 797         |
| Caves coopératives  | 372          | 144          | 655           | 1 171         |
| Huileries   | 38           | 161          | 535           | 734           |
| Conserverie   | 16           | 21           | 26            | 63            |
| Récolte, transformation et commercialisations fruits et légumes | 582          | 231          | 1 918         | 2 731         |
| Transformation des céréales                                     | 35           | 22           | 23            | 80            |
| Élevage des bestiaux et transformation de la viande             | 875          | 449          | 1 064         | 2 731         |
| Élevage et travail de cocons                                    | 20           | 2            | 9             | 31            |
| Culture et première transformation du tabac                     | 14           | 39           | 129           | 182           |
| Gestion des granges   | 15           | 1            | 2             | 18            |
| Vente de produits agricoles                                     | 157          | 117          | 198           | 472           |
| Gestion des machines  | 490          | 58           | 141           | 689           |
| Commercialisation des moyens technique agricoles                | 325          | 104          | 388           | 817           |
| Animaux de basse-cour et commercialisation des produits         | 477          | 228          | 760           | 1 465         |
| Améliorations foncières   | 576          | 668          | 3 687         | 4 931         |
| Autres  | 36           | 45           | 300           | 381           |
| <b>Total</b>  | <b>7 301</b> | <b>3 561</b> | <b>13 247</b> | <b>23 909</b> |

Source : INEA

**Fig 1 - Complexité du plan d'intervention des fonds structureux**



Source : élaboration sur données



1. Maria Cristina Marcuzzo [1985] "Yoan Violet Robinson (1903-1983)", pp. 134
2. Sergio Lugaresi [1986] "Le imposte nelle teorie del sovrappiù", pp. 26
3. Massimo D'Angelillo e Leonardo Paggi [1986] "PCI e socialdemocrazie europee. Quale riformismo?", pp. 158
4. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1986] "Un suggerimento hobsoniano su terziario ed occupazione: il caso degli Stati Uniti 1960/1983", pp. 52
5. Paolo Bosi e Paolo Silvestri [1986] "La distribuzione per aree disciplinari dei fondi destinati ai Dipartimenti, Istituti e Centri dell'Università di Modena: una proposta di riforma", pp. 25
6. Marco Lippi [1986] "Aggregations and Dynamic in One-Equation Econometric Models", pp. 64
7. Paolo Silvestri [1986] "Le tasse scolastiche e universitarie nella Legge Finanziaria 1986", pp. 41
8. Mario Forni [1986] "Storie familiari e storie di proprietà. Itinerari sociali nell'agricoltura italiana del dopoguerra", pp. 165
9. Sergio Paba [1986] "Gruppi strategici e concentrazione nell'industria europea degli elettrodomestici bianchi", pp. 56
10. Nerio Naldi [1986] "L'efficienza marginale del capitale nel breve periodo", pp. 54
11. Fernando Vianello [1986] "Labour Theory of Value", pp. 31
12. Piero Ganugi [1986] "Risparmio forzato e politica monetaria negli economisti italiani tra le due guerre", pp. 40
13. Maria Cristina Marcuzzo e Annalisa Rosselli [1986] "The Theory of the Gold Standard and Ricardo's Standard Comodity", pp. 30
14. Giovanni Solinas [1986] "Mercati del lavoro locali e carriere di lavoro giovanili", pp. 66
15. Giovanni Bonifati [1986] "Saggio dell'interesse e domanda effettiva. Osservazioni sul cap. 17 della General Theory", pp. 42
16. Marina Murat [1986] "Betwin old and new classical macroeconomics: notes on Lejonhufvud's notion of full information equilibrium", pp. 20
17. Sebastiano Brusco e Giovanni Solinas [1986] "Mobilità occupazionale e disoccupazione in Emilia Romagna", pp. 48
18. Mario Forni [1986] "Aggregazione ed esogeneità", pp. 13
19. Sergio Lugaresi [1987] "Redistribuzione del reddito, consumi e occupazione", pp. 17
20. Fiorenzo Sperotto [1987] "L'immagine neopopolista di mercato debole nel primo dibattito sovietico sulla pianificazione", pp. 34
21. M. Cecilia Guerra [1987] "Benefici tributari nel regime misto per i dividendi proposto dalla commissione Sarcinelli: una nota critica", pp. 9
22. Leonardo Paggi [1987] "Contemporary Europe and Modern America: Theories of Modernity in Comparative Perspective", pp. 38
23. Fernando Vianello [1987] "A Critique of Professor Goodwin's 'Critique of Sraffa'", pp. 12
24. Fernando Vianello [1987] "Effective Demand and the Rate of Profits. Some Thoughts on Marx, Kalecki and Sraffa", pp. 41
25. Anna Maria Sala [1987] "Banche e territorio. Approccio ad un tema geografico-economico", pp. 40
26. Enzo Mingione e Giovanni Mottura [1987] "Fattori di trasformazione e nuovi profili sociali nell'agricoltura italiana: qualche elemento di discussione", pp. 36
27. Giovanna Procacci [1988] "The State and Social Control in Italy During the First World War", pp. 18
28. Massimo Matteuzzi e Annamaria Simonazzi [1988] "Il debito pubblico", pp. 62
29. Maria Cristina Marcuzzo (a cura di) [1988] "Richard F. Kahn. A discipline of Keynes", pp. 118
30. Paolo Bosi [1988] "MICROMOD. Un modello dell'economia italiana per la didattica della politica fiscale", pp. 34
31. Paolo Bosi [1988] "Indicatori della politica fiscale. Una rassegna e un confronto con l'aiuto di MICROMOD", pp. 25
32. Giovanna Procacci [1988] "Protesta popolare e agitazioni operaie in Italia 1915-1918", pp. 45
33. Margherita Russo [1988] "Distretto Industriale e servizi. Uno studio dei trasporti nella produzione e nella vendita delle piastrelle", pp. 157
34. Margherita Russo [1988] "The effect of technical change on skill requirements: an empirical analysis", pp. 28
35. Carlo Grillenzoni [1988] "Identification, estimations of multivariate transfer functions", pp. 33
36. Nerio Naldi [1988] "'Keynes' concept of capital", pp. 40
37. Andrea Ginzburg [1988] "locomotiva Italia?", pp. 30
38. Giovanni Mottura [1988] "La 'persistenza' secolare. Appunti su agricoltura contadina ed agricoltura familiare nelle società industriali", pp. 40
39. Giovanni Mottura [1988] "L'anticamera dell'esodo. I contadini italiani della 'restaurazione contrattuale' fascista alla riforma fondiaria", pp. 40
40. Leonardo Paggi [1988] "Americanismo e riformismo. La socialdemocrazia europea nell'economia mondiale aperta", pp. 120
41. Annamaria Simonazzi [1988] "Fenomeni di isteresi nella spiegazione degli alti tassi di interesse reale", pp. 44
42. Antonietta Bassetti [1989] "Analisi dell'andamento e della casualità della borsa valori", pp. 12
43. Giovanna Procacci [1989] "State coercion and worker solidarity in Italy (1915-1918): the moral and political content of social unrest", pp. 41
44. Carlo Alberto Magni [1989] "Reputazione e credibilità di una minaccia in un gioco bargaining", pp. 56
45. Giovanni Mottura [1989] "Agricoltura familiare e sistema agroalimentare in Italia", pp. 84
46. Mario Forni [1989] "Trend, Cycle and 'Fortuitous cancellation': a Note on a Paper by Nelson and Plosser", pp. 4
47. Paolo Bosi, Roberto Golinelli, Anna Stagni [1989] "Le origini del debito pubblico e il costo della stabilizzazione", pp. 26
48. Roberto Golinelli [1989] "Note sulla struttura e sull'impiego dei modelli macroeconomici", pp. 21
49. Marco Lippi [1989] "A Short Note on Cointegration and Aggregation", pp. 11
50. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1989] "The Linkage between Tertiary and Industrial Sector in the Italian Economy: 1951-1988. From an External Dependence to an International One", pp. 40
51. Gabriele Pastrello [1989] "Francois quesnay: dal Tableau Zig-zag al Tableau Formule: una ricostruzione", pp. 48
52. Paolo Silvestri [1989] "Il bilancio dello stato", pp. 34
53. Tim Mason [1990] "Tre seminari di storia sociale contemporanea", pp. 26
54. Michele Lalla [1990] "The Aggregate Escape Rate Analysed through the Queueing Model", pp. 23
55. Paolo Silvestri [1990] "Sull'autonomia finanziaria dell'università", pp. 11
56. Paola Bertolini, Enrico Giovannetti [1990] "Uno studio di 'filiera' nell'agroindustria. Il caso del Parmigiano Reggiano", pp. 164
57. Paolo Bosi, Roberto Golinelli, Anna Stagni [1990] "Effetti macroeconomici, settoriali e distributivi dell'armonizzazione dell'IVA", pp. 24
58. Michele Lalla [1990] "Modelling Employment Spells from Emilia Labour Force Data", pp. 18

59. Andrea Ginzburg [1990] "Politica Nazionale e commercio internazionale", pp. 22
60. Andrea Giommi [1990] "La probabilità individuale di risposta nel trattamento dei dati mancanti", pp. 13
61. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1990] "The service sector in planned economies. Past experiences and future perspectives", pp. 32
62. Giovanni Solinas [1990] "Competenze, grandi industrie e distretti industriali. Il caso Magneti Marelli", pp. 23
63. Andrea Ginzburg [1990] "Debito pubblico, teorie monetarie e tradizione civica nell'Inghilterra del Settecento", pp. 30
64. Mario Forni [1990] "Incertezza, informazione e mercati assicurativi: una rassegna", pp. 37
65. Mario Forni [1990] "Misspecification in Dynamic Models", pp. 19
66. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1990] "Service Sector Growth in CPE's: An Unsolved Dilemma", pp. 28
67. Paola Bertolini [1990] "La situazione agro-alimentare nei paesi ad economia avanzata", pp. 20
68. Paola Bertolini [1990] "Sistema agro-alimentare in Emilia Romagna ed occupazione", pp. 65
69. Enrico Giovannetti [1990] "Efficienza ed innovazione: il modello 'fondi e flussi' applicato ad una filiera agro-industriale", pp. 38
70. Margherita Russo [1990] "Cambiamento tecnico e distretto industriale: una verifica empirica", pp. 115
71. Margherita Russo [1990] "Distretti industriali in teoria e in pratica: una raccolta di saggi", pp. 119
72. Paolo Silvestri [1990] "La Legge Finanziaria. Voce dell'enciclopedia Europea Garzanti", pp. 8
73. Rita Paltrinieri [1990] "La popolazione italiana: problemi di oggi e di domani", pp. 57
74. Enrico Giovannetti [1990] "Illusioni ottiche negli andamenti delle Grandezze distributive: la scala mobile e l'appiattimento' delle retribuzioni in una ricerca", pp. 120
75. Enrico Giovannetti [1990] "Crisi e mercato del lavoro in un distretto industriale: il bacino delle ceramiche. Sez. I", pp. 150
76. Enrico Giovannetti [1990] "Crisi e mercato del lavoro in un distretto industriale: il bacino delle ceramiche. Sez. II", pp. 145
78. Antonietta Bassetti e Costanza Torricelli [1990] "Una riqualificazione dell'approccio bargaining alla selezioni di portafoglio", pp. 4
77. Antonietta Bassetti e Costanza Torricelli [1990] "Il portafoglio ottimo come soluzione di un gioco bargaining", pp. 15
79. Mario Forni [1990] "Una nota sull'errore di aggregazione", pp. 6
80. Francesca Bergamini [1991] "Alcune considerazioni sulle soluzioni di un gioco bargaining", pp. 21
81. Michele Grillo e Michele Polo [1991] "Political Exchange and the allocation of surplus: a Model of Two-party competition", pp. 34
82. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1991] "The 1990 Polish Recession: a Case of Truncated Multiplier Process", pp. 26
83. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1991] "Polish firms: Private Vices Public Virtues", pp. 20
84. Sebastiano Brusco e Sergio Paba [1991] "Connessioni, competenze e capacità concorrenziali nell'industria della Sardegna", pp. 25
85. Claudio Grimaldi, Rony Hamaui, Nicola Rossi [1991] "Non Marketable assets and households' Portfolio Choice: a Case of Study of Italy", pp. 38
86. Giulio Righi, Massimo Baldini, Alessandra Brambilla [1991] "Le misure degli effetti redistributivi delle imposte indirette: confronto tra modelli alternativi", pp. 47
87. Roberto Fanfani, Luca Lanini [1991] "Innovazione e servizi nello sviluppo della meccanizzazione agricola in Italia", pp. 35
88. Antonella Caiumi e Roberto Golinelli [1992] "Stima e applicazioni di un sistema di domanda Almost Ideal per l'economia italiana", pp. 34
89. Maria Cristina Marcuzzo [1992] "La relazione salari-occupazione tra rigidità reali e rigidità nominali", pp. 30
90. Mario Biagioli [1992] "Employee financial participation in enterprise results in Italy", pp. 50
91. Mario Biagioli [1992] "Wage structure, relative prices and international competitiveness", pp. 50
92. Paolo Silvestri e Giovanni Solinas [1993] "Abbandoni, esiti e carriera scolastica. Uno studio sugli studenti iscritti alla Facoltà di Economia e Commercio dell'Università di Modena nell'anno accademico 1990/1991", pp. 30
93. Gian Paolo Caselli e Luca Martinelli [1993] "Italian GPN growth 1890-1992: a unit root or segmented trend representation?", pp. 30
94. Angela Politi [1993] "La rivoluzione fraintesa. I partigiani emiliani tra liberazione e guerra fredda, 1945-1955", pp. 55
95. Alberto Rinaldi [1993] "Lo sviluppo dell'industria metalmeccanica in provincia di Modena: 1945-1990", pp. 70
96. Paolo Emilio Mistrulli [1993] "Debito pubblico, intermediari finanziari e tassi d'interesse: il caso italiano", pp. 30
97. Barbara Pistoresi [1993] "Modelling disaggregate and aggregate labour demand equations. Cointegration analysis of a labour demand function for the Main Sectors of the Italian Economy: 1950-1990", pp. 45
98. Giovanni Bonifati [1993] "Progresso tecnico e accumulazione di conoscenza nella teoria neoclassica della crescita endogena. Una analisi critica del modello di Romer", pp. 50
99. Marcello D'Amato e Barbara Pistoresi [1994] "The relationship(s) among Wages, Prices, Unemployment and Productivity in Italy", pp. 30
100. Mario Forni [1994] "Consumption Volatility and Income Persistence in the Permanent Income Model", pp. 30
101. Barbara Pistoresi [1994] "Using a VECM to characterise the relative importance of permanent and transitory components", pp. 28
102. Gian Paolo Caselli e Gabriele Pastrello [1994] "Polish recovery form the slump to an old dilemma", pp. 20
103. Sergio Paba [1994] "Imprese visibili, accesso al mercato e organizzazione della produzione", pp. 20
104. Giovanni Bonifati [1994] "Progresso tecnico, investimenti e capacità produttiva", pp. 30
105. Giuseppe Marotta [1994] "Credit view and trade credit: evidence from Italy", pp. 20
106. Margherita Russo [1994] "Unit of investigation for local economic development policies", pp. 25
107. Luigi Brighi [1995] "Monotonicity and the demand theory of the weak axioms", pp. 20
108. Mario Forni e Lucrezia Reichlin [1995] "Modelling the impact of technological change across sectors and over time in manufacturing", pp. 25
109. Marcello D'Amato and Barbara Pistoresi [1995] "Modelling wage growth dynamics in Italy: 1960-1990", pp. 38
110. Massimo Baldini [1995] "INDIMOD. Un modello di microsimulazione per lo studio delle imposte indirette", pp. 37
111. Paolo Bosi [1995] "Regionalismo fiscale e autonomia tributaria: l'emersione di un modello di consenso", pp. 38
112. Massimo Baldini [1995] "Aggregation Factors and Aggregation Bias in Consumer Demand", pp. 33
113. Costanza Torricelli [1995] "The information in the term structure of interest rates. Can stochastic models help in resolving the puzzle?" pp. 25
114. Margherita Russo [1995] "Industrial complex, pôle de développement, distretto industriale. Alcune questioni sulle unità di indagine nell'analisi dello sviluppo." pp. 45

115. Angelika Moryson [1995] "50 Jahre Deutschland. 1945 - 1995" pp. 21
116. Paolo Bosi [1995] "Un punto di vista macroeconomico sulle caratteristiche di lungo periodo del nuovo sistema pensionistico italiano." pp. 32
117. Gian Paolo Caselli e Salvatore Curatolo [1995] "Esistono relazioni stimabili fra dimensione ed efficienza delle istituzioni e crescita produttiva? Un esercizio nello spirito di D.C. North." pp. 11
118. Mario Forni e Marco Lippi [1995] "Permanent income, heterogeneity and the error correction mechanism." pp. 21
119. Barbara Pistoiesi [1995] "Co-movements and convergence in international output. A Dynamic Principal Components Analysis" pp. 14
120. Mario Forni e Lucrezia Reichlin [1995] "Dynamic common factors in large cross-section" pp. 17
121. Giuseppe Marotta [1995] "Il credito commerciale in Italia: una nota su alcuni aspetti strutturali e sulle implicazioni di politica monetaria" pp. 20
122. Giovanni Bonifati [1995] "Progresso tecnico, concorrenza e decisioni di investimento: una analisi delle determinanti di lungo periodo degli investimenti" pp. 25
123. Giovanni Bonifati [1995] "Cambiamento tecnico e crescita endogena: una valutazione critica delle ipotesi del modello di Romer" pp. 21
124. Barbara Pistoiesi e Marcello D'Amato [1995] "La riservatezza del banchiere centrale è un bene o un male? Effetti dell'informazione incompleta sul benessere in un modello di politica monetaria." pp. 32
125. Barbara Pistoiesi [1995] "Radici unitarie e persistenza: l'analisi univariata delle fluttuazioni economiche." pp. 33
126. Barbara Pistoiesi e Marcello D'Amato [1995] "Co-movements in European real outputs" pp. 20
127. Antonio Ribba [1996] "Ciclo economico, modello lineare-stocastico, forma dello spettro delle variabili macroeconomiche" pp. 31
128. Carlo Alberto Magni [1996] "Repeatable and una tantum real options a dynamic programming approach" pp. 23
129. Carlo Alberto Magni [1996] "Opzioni reali d'investimento e interazione competitiva: programmazione dinamica stocastica in optimal stopping" pp. 26
130. Carlo Alberto Magni [1996] "Vaghezza e logica fuzzy nella valutazione di un'opzione reale" pp. 20
131. Giuseppe Marotta [1996] "Does trade credit redistribution thwart monetary policy? Evidence from Italy" pp. 20
132. Mauro Dell'Amico e Marco Trubian [1996] "Almost-optimal solution of large weighted equicut problems" pp. 30
133. Carlo Alberto Magni [1996] "Un esempio di investimento industriale con interazione competitiva e avversione al rischio" pp. 20
134. Margherita Russo, Peter Börkey, Emilio Cubel, François Lévêque, Francisco Mas [1996] "Local sustainability and competitiveness: the case of the ceramic tile industry" pp. 66
135. Margherita Russo [1996] "Camionetto tecnico e relazioni tra imprese" pp. 190
136. David Avra Lane, Irene Poli, Michele Lalla, Alberto Roverato [1996] "Lezioni di probabilità e inferenza statistica" pp. 288
137. David Avra Lane, Irene Poli, Michele Lalla, Alberto Roverato [1996] "Lezioni di probabilità e inferenza statistica - Esercizi svolti -" pp. 302
138. Barbara Pistoiesi [1996] "Is an Aggregate Error Correction Model Representative of Disaggregate Behaviours? An example" pp. 24
139. Luisa Malaguti e Costanza Torricelli [1996] "Monetary policy and the term structure of interest rates", pp. 30
140. Mauro Dell'Amico, Martine Labbé, Francesco Maffioli [1996] "Exact solution of the SONET Ring Loading Problem", pp. 20
141. Mauro Dell'Amico, R.J.M. Vaessens [1996] "Flow and open shop scheduling on two machines with transportation times and machine-independent processing times in NP-hard, pp. 10
142. M. Dell'Amico, F. Maffioli, A. Sciomechen [1996] "A Lagrangean Heuristic for the Pirze Collecting Travelling Salesman Problem". pp. 14
143. Massimo Baldini [1996] "Inequality Decomposition by Income Source in Italy - 1987 - 1993", pp. 20
144. Graziella Bertocchi [1996] "Trade, Wages, and the Persistence of Underdevelopment" pp. 20
145. Graziella Bertocchi and Fabio Canova [1996] "Did Colonization matter for Growth? An Empirical Exploration into the Historical Causes of Africa's Underdevelopment" pp. 32
146. Paola Bertolini [1996] "La modernization de l'agriculture italienne et le cas de l'Emilie Romagne" pp. 20
147. Enrico Giovannetti [1996] "Organisation industrielle et développement local: le cas de l'agroindustrie in Emilie Romagne" pp. 18
148. Maria Elena Bontempi e Roberto Golinielli [1996] "Le determinanti del leverage delle imprese: una applicazione empirica ai settori industriali dell'economia italiana" pp. 31

